

MUTUELLE LA MAYOTTE

Mutuelle régie par le livre III du Code de la mutualité

165, rue de Paris
95680 MONTLIGNON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

MUTUELLE LA MAYOTTE

Mutuelle régie par le livre III du Code de la mutualité

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de la MUTUELLE LA MAYOTTE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **MUTUELLE LA MAYOTTE**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la mutuelle à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- nos contrôles ont notamment porté sur la comptabilisation des dotations allouées au titre de l'exercice 2024 dans le cadre du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la mutuelle à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la mutuelle ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre mutuelle.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la mutuelle à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 6 juin 2025

Le commissaire aux comptes
EXPONENS Conseil & Expertise



Stéphane CUZIN
Associé

Bilan – Actif

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherches et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	214 079	213 274	806	10 750
Fonds commercial				
Autres				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	7 045 950	459 416	6 586 534	5 876 284
Constructions	25 778 942	8 213 140	17 565 801	12 954 966
Installations techniques, matériel et outillage industriel	993 870	913 066	80 804	67 816
Autres	21 944 598	9 860 156	12 084 442	12 187 742
Immobilisations grevées de droit			0	
Immobilisations corporelles en cours	7 394 300		7 394 300	10 735 220
Avances et acomptes			0	
Immobilisations financières				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	4 019 196		4 019 196	4 001 992
Prêts	156 140		156 140	156 140
Autres	205 626		205 626	166 203
TOTAL I	67 752 701	19 659 053	48 093 649	46 156 412
Actif circulant				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes	261 420		261 420	94 738
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	14 800		14 800	12 269
Autres	1 050 342		1 050 342	1 056 412
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	956 476		956 476	2 010 831
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 796 306		1 796 306	3 642 943
Charges constatées d'avance	6 296		6 296	88 196
TOTAL II	4 085 641		4 085 641	6 905 390
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	71 838 342	19 569 053	52 179 289	53 061 802

Bilan – Passif

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
Fonds associatifs		
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	767 518	767 518
Fonds propres complémentaires	524 900	524 900
Autres fonds associatifs (partie 1/2)	545 793	545 793
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations	1 144 860	1 144 861
Réserves	2 030 465	1 919 093
Réserves pour projet de l'entité	2 030 465	1 919 093
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	2 030 465	1 919 093
Report à nouveau	6 285 662	7 083 791
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-5 727 616	-3 250 140
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	291 321	-686 757
Situation nette (sous-total)	11 590 519	11 299 199
Subventions d'investissement	5 249 684	5 267 291
Provisions réglementées	11 986 185	12 312 066
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
FONDS ASSOCIATIFS - TOTAL I	28 826 388	28 878 556
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement	1 681 950	2 922 802
Sur autres ressources	3 108 357	1 754 235
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	4 790 307	4 677 037
Provisions pour risques	117 899	117 899
Provisions pour charges	358 847	358 847
PROVISIONS - TOTAL III	476 746	476 746
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total IV	0	0
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	12 771 306	12 900 307
Emprunts et dettes financières divers	6 321	6 691
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	707 190	1 652 432
Dettes fiscales et sociales	2 820 543	2 677 832
Autres dettes	1 705 977	1 733 294
Produits constatés d'avance	74 510	58 907
TOTAL V	18 085 848	19 029 463
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	52 179 289	53 061 802
Engagements donnés		
1. Dont à plus d'un an		
Dont à moins d'un an		
2. Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
3. Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services) (a)	82 945	124 860
Dotations et Produits de tarification	28 982 218	26 985 362
Production stockée (b)		
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	1 325 216	1 466 374
Reprises sur provisions, amort. et transferts de charges	0	318 878
Cotisations		
Utilisation des fonds dédiés	172 285	365 000
Autres produits (hors cotisations)	216 649	313 242
TOTAL I	30 779 313	29 573 716
Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières)		
Achats de marchandises (a)		
Variation de stock (b)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (a)	1 088 293	1 383 542
Variation de stock (b)		
Autres achats et charges externes (*)	7 617 534	6 995 441
Impôts, taxes et versements assimilés	1 975 237	1 981 686
Salaires et traitements	12 530 678	12 590 403
Charges sociales	5 648 866	5 618 073
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (c)	2 143 996	2 024 632
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Report des fonds dédiés	285 555	313 449
Autres Charges	50 505	65 206
TOTAL II	31 340 662	30 972 431
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 561 350	-1 398 715

Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	12 069	93
TOTAL III	12 069	93
Charges financières		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	263 155	139 476
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	263 155	139 476
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	- 251 086	-139 382
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	356 422	433 748
Sur opérations en capital	523 022	370 482
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	352 681	353 867
TOTAL V	1 232 125	1 158 098
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	128 368	306 758
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	128 368	306 758
2. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	1 103 756	851 340
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	32 023 507	30 731 908
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI)	31 732 186	31 418 665
SOLDE INTERMEDIAIRE		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (V)		
Engagements à réaliser sur ressources affectées (VI)		
EXCEDENT OU DEFICIT	291 321	-686 757

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Description de l'objet social de la Mutuelle la Mayotte

La Mutuelle La Mayotte a pour objet d'initier, concevoir, organiser et développer dans le cadre des missions de service public d'éducation et de soins :

- Toutes actions de prévention, de protection, d'accompagnement, d'éducation, de formation, de soins, de soutien et d'insertion au profit d'enfants et d'adultes (personnes en situation de handicap/en difficultés sociales/présentant une maladie) ainsi que de leurs familles ;
- Toutes formations et recherches adaptées aux besoins des professionnels du secteur social et médico-social ;
- Toutes formations et actions permettant aux usagers de s'auto-représenter, de développer l'aide entre pairs et la parentalité.
- Toutes activités s'inscrivant dans le cadre des politiques publiques, sociales, médico-sociales et sanitaires.

La Mutuelle réalise ses missions en adaptant ses réponses aux évolutions sociétales, à la diversité des besoins des personnes bénéficiaires sans aucune forme de discrimination et dans un processus de co-construction avec les bénéficiaires.

Nature, périmètre des missions sociales réalisées et moyens mis en œuvre

Se référer au rapport de gestion 2024 de la Mutuelle.

Evènements significatifs de l'exercice 2024

- Reprise d'une partie des déficits 2022 de l'établissement Hannah Arendt pour 360 055 €
- Reprise d'une partie des excédents 2022 des établissements suivants SESSAD Frida KAHLO (86 849 €), Angela Davis Junior Paris (75 080 €), Angela Davis Ado Saint Denis (187 336 €), soit 349 266 € au total.
- Budget en année pleine et en base pérenne pour le dispositif Répit Val d'Oise (857 255€)
- Ouverture du SESSAD Paolo Freire à Marines (95) au 1^{er} août 2024, et le l'IME Jacqueline et Claude Chapellier au 28 octobre 2024.
- Ouverture du SESSAD Zazzo le 04 mars 2024
- Fin des travaux sur les sites de Marines et Marly la ville.
- Subventions d'investissements pour 482 559 € (ARS, CAF (Site de Gennevilliers), Agence de l'eau (site Montlignon))
- Crédits Non reconductibles de fonctionnement à hauteur de 450 518 € dont 306 090 € pour les établissements du CPOM Val d'Oise, 104 115 € pour le dispositif Hannah Arendt, 19 120 € pour l'ITEP Angela Davis Junior Paris, et 21 192 € pour l'ITEP Confluence 210 jours Angela Davis Ado Saint Denis
- Le cout de l'Intérim est de 1,72 M€ dont 1.08M€ pour le dispositif Angela Davis Junior Paris et le cout des auto entrepreneurs est de 0,17 M€.

Les comptes « agrégés » de la mutuelle la Mayotte englobent les comptes de la Vie Mutualiste, de la Taxe d'apprentissage et ceux des établissements suivants :

- ITEP - Montlignon
- ITEP - Marines
- SESSAD – Marly la Ville et Montlignon
- IME, AT, URAT, UEMA, PCPE et Répit – Montlignon, Marly la Ville
- Maison de l'enfant - EAJE – Gennevilliers
- SESSAD Gennevilliers
- DITEP Angela Davis Ado– Saint Denis
- Dispositif Angela Davis Junior – Paris
- Dispositif Hannah Arendt - Montlignon
- Pole handicap Adultes

Ces établissements bénéficient d'une gestion conventionnée relevant de l'article L.312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ; ils sont sous l'autorité de contrôle et de tarification de l'Agence Régionale de Santé d'Ile de France sauf pour la Maison de l'enfant sous contrôle du Conseil Départemental des Hauts de Seine et de la CAF et le Dispositif Hannah Arendt cofinancé par la Ville de Paris.

En 2010, un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) a été signé avec l'ARS 95 pour une période de 5 ans couvrant les exercices 2010 à 2014 inclus. Il concerne les établissements suivants : ITEP Montlignon, ITEP Marines, SESSAD et IME. Un avenant a été signé pour un an jusqu'au 31 décembre 2015.

Au 1^{er} janvier 2016, un nouveau CPOM a été conclu pour une période de 5 ans, il concerne le même périmètre que précédemment Il est prolongé en 2021, 2022, 2023 et 2024.

I .Principes comptables généraux

Les comptes annuels au 31 décembre 2024 sont établis et présentés conformément aux réglementations comptables suivantes :

- Le règlement 2004-06 du CRC, relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs corporels et incorporels
- Le règlement 2000-06 du CRC, relatif aux passifs
- L'avis du CNC (2007-05) du 4 mai 2007
- Le règlement 2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables
- Le règlement ANC 2018-06
- Le règlement ANC 2019-04 applicable à compter du 1^{er} janvier 2020.
- L'Instruction M22 applicables aux établissements et services sociaux et médicaux sociaux privés

Ils permettent de clarifier la nature des financements des ESSMS en les qualifiant de concours publics, distincts des subventions. Du côté des subventions d'investissement, l'ANC, souhaitant réduire le nombre de dérogations à la règle générale, n'a plus reconduit l'exception du règlement CRC n° 1999-01 du 16 février 1999 qui permettait de ne pas reprendre ces subventions au compte de résultat.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

II .Notes sur le bilan

Note 1 – Immobilisations incorporelles et corporelles

Mise en application de la réglementation des actifs

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations et hors coût d'emprunt).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées d'usage retenues sont les suivantes :

Agencement des terrains	sur 10-15-20-30-50 ans
Structure (gros œuvre)	20 à 50 ans
Façades, étanchéité, couverture et menuiseries extérieures	15 à 20 ans
Installations générales et techniques	10 à 15 ans
Matériel	5 à 12 ans
Agencements intérieurs	5 à 30 ans
Informatique et logiciels	3 à 5 ans
Matériel de transport	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	10 à 15 ans

Variations des valeurs brutes

Libellé	Valeur brute début Exercice 2023	Augmentations	Diminutions	Valeur brute fin Exercice 2024
Immobilisations incorporelles :				
Immobilisations incorporelles	214 079			214 079
TOTAL I	214 079			214 079
Immobilisations corporelles :				
Terrains	6 317 184	890 521	161 755	7 045 950
Constructions	20 340 910	5 439 300	1 268	25 778 942
Install. Tech., mat. Industriel	910 281	86 935	3 346	993 870
Autres	20 888 170	1 136 299	79 871	21 944 598
Immobilisations en cours	10 735 220	3 852 628	7 193 548	7 394 300
TOTAL II	59 191 765	11 405 683	7 439 788	63 157 660
Immobilisations financières :				
Titres immobilisés	4 001 292	17 904		4 019 196
Immobilisations financières	322 343	62 376	22 953	361 766
TOTAL III	4 323 635	80 280	22 953	4 380 962
TOTAL GENERAL (I + II + III)	63 729 479	11 485 963	7 462 741	67 752 701

40 262 parts sociales sont souscrites auprès du Crédit Coopératif.
La valeur liquidative est de 613 996 euros au 31 décembre 2024.

Un FCP dédié a été mis en place en 2020 auprès du Crédit Mutuel valorisé à 4 065 718 euros au 31 décembre 2024.

En 2024,

- Fin de la Construction d'un DITEP à Marly la Ville (Ouverture septembre 2025)
- Fin de l'agrandissement du DITEP de Marines. (Ouverture en mars 2025)
- Ouverture complète du dispositif de Gennevilliers
- ITEP St Denis (fin des équipements de l'internat Confluence)

Variation des amortissements

Immobilisations amortissables	Valeur en début 2024	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin 2024
Immobilisations incorporelles :				
Autres immobilisations incorporelles	203 329	9 945		213 274
TOTAL I	203 329	9 945		213 274
Immobilisations corporelles :				
Agencements terrains	440 901	18 515		459 416
Constructions	7 385 944	827 196		8 213 140
Install. Tech., mat. Industriel	842 465	70 601		913 066
Autres	8 700 428	1 226 080	66 351	9 860 157
TOTAL II	17 369 738	2 142 392	66 351	19 445 779
TOTAL GENERAL (I + II)	17 573 067	2 152 337	66 351	19 659 053

L'assemblée Générale de la Mutuelle uMEn (ex :MNPLC) du 18 juin 2002, a pris la décision de créer la Mutuelle de la Mayotte et d'opérer le transfert de droits et biens nécessaires dans le cadre de la mise en conformité des Mutuelles au Code de la Mutualité et le transfert des actifs.

En date du 22 juin 2004, l'ensemble immobilier constitué du bâtiment Leymette, du pavillon alsacien (n°3) et du bâtiment Castelet (n°9) a fait d'objet d'un apport partiel d'actifs de la Mutuelle uMEn à la Mutuelle La Mayotte. L'ensemble a été évalué à 1.400.000 €, dont 280.000 € pour le terrain.

Les constructions reçues au titre de cet apport font l'objet d'un amortissement annuel sur une durée de 30 ans.

Depuis 2004, il a été choisi d'amortir le passif correspondant à l'apport fait par la Mutuelle uMEn pour neutraliser l'impact de la dotation aux amortissements sur le compte de résultat. Le montant repris en résultat chaque année est de 37 333 € par an. L'amortissement prendra fin en 2033.

Note 2 – Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

Note 3 – Créances

Les créances sont valorisées pour leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsqu'il apparaît une perte probable.

Note 4 – Trésorerie

La Trésorerie de la Mutuelle est constituée du portefeuille de valeurs mobilières et des soldes des comptes courants bancaires.

Etat des disponibilités au 31/12/2024

Banques & Caisses	Totaux au 31/12/2024
Banques :	
Banque Postale	14 908
Crédit Coopératif Angela Davis Junior	- 979 853
Crédit Coopératif ITEP Montlignon	2 357 197
Crédit Coopératif Taxe Apprentissage	169 063
Crédit Coopératif SESSAD Montlignon	828 558
Crédit Coopératif SIEGE	- 182 100
Crédit Coopératif SESSAD Villeneuve	442 781
Crédit Coopératif IME	- 70 163
Crédit Coopératif ITEP Marines	- 740 860
Crédit Coopératif MDE Villeneuve	- 657 225
Crédit Coopératif ITEP Angela Davis Ados	- 763 161
Crédit Coopératif DHA	867 331
Crédit Mutuel Siège	174 943
Anytime	272 180
Caisses :	
Caisses	9 855
Virement interne :	
Virement interne	52 852
TOTAL :	1 796 306

Etat des valeurs mobilières de placements au 31/12/2024

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées suivant la méthode « premier entré, premier sorti ».

Nature	Nombre	Valeur bilancielle	Valeur liquidative
ECO FI ANNUEL CREDIT COOP	2	483	547
ECOFI OPTIM 26 CREDIT COOP	103	1 203 268	1 176 748
Livret TRIPLEX CREDIT MUTUEL		5 005	5 005
Total		1 208 756	1 182 300

Le nantissement de compte titres pour garantir les emprunts représente un montant de 69 998 euros auprès du Crédit Coopératif et 3 877 094 auprès du Crédit Mutuel.

Note 5 – Fonds Propres

Variation des fonds propres

	31/12/2023	Variation	Affectation du résultat 2023	31/12/2024
FONDS MUTUALISTES :				
Fonds de dotations sans DR	2 437 279			2 437 279
<i>dont Fonds propres statutaires</i>	767 518			767 518
<i>dont Fonds propres complémentaires</i>	1 669 761			1 669 761
Fonds de dotations avec DR				
Autres fonds associatifs	545 793			545 793
RESERVES :				
Excédents affectés à l'investissement				
Réserves de compensation				
Réserve de trésorerie				
Réserve des activités sociales et médico-sociales /S GC	4 191 783			4 191 783
REPORT A NOUVEAU :				
Report à nouveau non contrôlée	-259 277		152 265	-107 012
Report à nouveau gestion conventionné	5 070 378		-839 022	4 231 356
Résultat de l'exercice	- 686 757	291 321	686 757	291 321
Total	11 299 199	291 321	0	11 590 519
<u>Subventions d'investis. non renouvelables</u>	5 267 291	- 17 607		5 249 684
<u>Provisions réglementées :</u>				
Réserves de trésorerie				
Amort. dérog. et prov. renouvellement immo.	11 049 597	- 325 881		10 723 716
Différence sur réalisation d'éléments d'actif	1 262 469			1 262 469
Total des Fonds Propres	28 878 556	-52 167		28 826 388

Les subventions d'investissements reçues par les établissements sont amorties linéairement au même rythme que les immobilisations subventionnées. Elles sont présentées, au bilan, nettes d'amortissements.

Les provisions réglementées prennent en compte les dotations spécifiques du secteur médico-social destinées à financer de façon non pérenne des investissements dans le cadre de la modernisation des établissements. Elles sont reprises au même rythme que les immobilisations subventionnées.

Affectation des résultats :

A compter de l'année 2010, dans le cadre des CPOM signés pour 5 ans, les excédents des établissements du Val d'Oise se sont plus affectés dans les comptes de réserves et seront examinés sur 5 ans pour l'ARS.

En 2016, l'ARS DT 95 a examiné les propositions d'affectations des résultats du CPOM 2010-2015 et a donné son accord pour les affecter en provisions réglementées pour les futurs investissements.

Réserves :

Au 31 décembre 2024 l'état des réserves est le suivant :

RESERVES	TOTAL	ITEP MONTLIGNON	ITEP Paris	IME	ITEP Marines	SESSAD Val d'Oise	SESSAD F.KAHLO	ITEP SAINT DENIS
Affectée à l'investissement	1 204 560	445 953		146 662	611 945			
Couverture du besoin de trésorerie	224 928	100 000	84 624	40 304				
De compensation des déficits	335 423	35 862		84 200		56 578	108 464	50 319
De compens. des ch. d'amortis.	265 555			20 000	180 555	65 000		
TOTAUX	2 030 465	581 815	84 624	291 166	792 500	121 578	108 464	50 319

Note 6 – Etat des provisions

Provisions	31/12/2023	Augmentation	Reprises	31/12/2024
Provisions pour risques	117 899			117 899
Provisions pour charges	358 847			358 847
Prov. pour renouvellement des immobilisations	11 049 597		325 881	10 723 716
Réserves des plus-values nettes d'actif	1 262 469			1 262 469
TOTAUX	12 788 812		325 881	12 462 931

Les provisions pour renouvellement des immobilisations sont allouées aux établissements dans le cadre des budgets d'investissements et sont reprises, lors de la réalisation des investissements au même titre que les immobilisations financées.

Note 7 – Etat des Fonds dédiés

Fonds dédiés	31/12/2023	Dotations	Reprises	31/12/2024
Subvention investissement	1 754 234		72 284	1 681 950
Subvention de fonctionnement	2 570 663	285 555	100 000	2 756 218
Surcoût masse salariale	87 371			87 371
Mise en conformité	264 769			264 769
TOTAUX	4 677 037	285 555	172 284	4 790 307

Peut être qualifié de fonds dédié, selon les dispositions de l'article 132-1 du règlement ANC 2018-06, l'autorité de tarification doit avoir expressément dédié ce financement à un projet défini.

Figure en fonds dédiés la partie de ces contributions qui n'a pu être utilisée en totalité à la clôture d'un exercice.

Les subventions d'investissements obtenues en 2024 :

- SESSAD Paolo Freire :	111 292.13 €
- IME René Zazzo URAT :	230 897.23 €
- Siege :	103 760.00 €
- EAJE :	36 610.00 €
TOTAL :	482 559.36€

Note 8 – Résultats des établissements sous contrôle de tiers financeurs, en gestion propre et du siège

	Au bilan 31/12/2023	Au bilan 31/12/2024
ITEP Montlignon	249 603	659 274
ITEP Freire - Marines	-203 391	221 011
SESSAD Val d'Oise	267 286	237 522
IME AT URAT UEMA PCPE	-155 623	-247 447
SESSAD Villeneuve	-219 553	6 546
DITEP ADA Saint Denis	-49 723	-88 528
Dispositif Angela Davis Paris	-509 688	-521 981
Dispositif Hannah Arendt	-217 934	125 291
Total Tiers Financeurs	-839 023	391 688
EAJE Villeneuve	-234 302	-177 336
Pole Handicap Adulte	-52 523	152 165
Vie Mutualiste	439 089	-75 195
Total Gestion Propre	152 264	-100 366
TOTAL	-686 757	291 321

L'ARS a repris partiellement en 2024 une partie des déficits 2022 de l'établissement Dispositif Hannah Arendt pour 173 950 € (et 186 105 € ont été repris par la ville de Paris)

Et une partie des excédents 2022 pour 349 266 dont SESSAD Frida KAHLO pour 86 849.16€, du Dispositif Angela Davis Junior Paris pour 75 080 € et du Dispositif Angela Davis Ado Saint Denis pour 187 336 €.

Note 9 – Tableau des créances et des dettes

CREANCES	TOTAL 2024	- 1 AN	+ 1 AN
CREANCES			
Actif immobilisé			
Dépôts et cautionnements	205 626	39 423	166 203
Actif circulant			
Stocks			
Avances et acomptes	261 420	261 420	
Organismes et usagers	14 800	14 800	
Personnel et comptes rattachés	- 7 568	-7 568	
Etat impôts et taxes	414 632	414 632	
Produits à recevoir	501 361	501 361	
Débiteurs divers	141 918	141 918	
Comptes de régularisation			
Charges constatées d'avance	6 296	6 296	
TOTAUX	1 538 485	1 372 282	166 203

DETTES	TOTAL 2024	< 1 AN	> 1 AN et < 5 ANS	> 5 ANS
DETTES				
Dettes sur emprunts	12 771 306	792 445	4 205 235	7 773 626
Emprunts et dettes financières diverses	6 321	370	5 951	
Autres dettes				
Redevables créditeurs	21 206		21 206	
Fournisseurs	685 985	685 985		
Dettes fiscales et sociales	2 820 543	2 820 543		
Autres dettes	1 705 977	1 705 977		
Produits constatés d'avance	74 510	74 510		
TOTAUX	18 085 848	6 079 830	4 232 392	7 773 626

4 emprunts en cours auprès du Crédit Coopératif et du Crédit Mutuel :

1.900.000 € souscrit le 18/09/2018 pour 20 ans à 1.60% pour la rénovation du dispositif Hannah Arendt.
7.000.000 € souscrit le 19/11/2018 pour 20 ans à 1.60% pour l'acquisition d'un bâtiment à Paris 18^e.
3 877 094 € souscrit le 18/05/2022 pour 17 ans à 1.20% pour l'acquisition d'un bâtiment à Saint Denis.
3 000 000 € souscrits le 26/09/2022 pour 20 ans à 3,95 % pour la construction de l'ITEP de Marly la Ville.

Note 11 – Charges à payer et Produits à recevoir

Libellé	TOTAL 2024
Charges à Payer	
Charges à payer Personnel	
Charges à payer Organismes Sociaux	
Diverses charges exploitation	
Fournisseurs- Factures non parvenues	39 105
Intérêts courus sur emprunt	
TOTAUX	39 105
Produits à recevoir	
Fournisseurs- Avoirs non parvenus	
Divers produits exploitation	495 812
Taxe apprentissage	5 549
TOTAUX	501 361
Charges constatées d'avance	
Exploitation	6 296
Taxe d'apprentissage	
TOTAUX	6 296
Produits constatés d'avance	
Exploitation	- 22 847
Taxe d'apprentissage	- 51 663
TOTAUX	- 74 510

Note 12 – Indemnités de fin de carrière :

Un contrat de gestion des indemnités de fin de carrière a été conclu en 2016 avec PRO BTP. La valorisation de l'épargne s'élève à 564 518 euros au 31 décembre 2024.

Le montant des engagements retraite est estimé à 951 113 euros au 31 décembre 2024 sur les bases suivantes : taux d'évolution des salaires de 1.5% par an, taux d'actualisation de 0.6% et taux de turn-over de 3% pour les non cadres et de 1% pour les cadres.

Note 13 – Contribution volontaire

L'Education Nationale met à disposition 26 enseignants dans le cadre des unités d'enseignements dans les établissements Sociaux et médico sociaux (Arrêté du 9 avril 2009).

Le cout moyen chargé est de 49 700 euros par professeur des écoles soit 1 292 200 euros.

Note 14 – Effectifs

La Mutuelle la Mayotte a 380 salariés en CDI au 31 décembre 2024 soit 355.11 ETP.

Un accord d'entreprise du 13 décembre 2018 met en place un plan d'épargne salariale (PEE) auprès de Natixis à compter du 1^{er} janvier 2019. Les sommes placées par les salariés ne sont pas soumises à abondement.

Les charges liées à ce contrat sont prises en charge par la mutuelle.

Conformément à la loi 2006-586 du 23/05/2006 Article 20, la rémunération brute cumulée 2024 des 5 plus hauts salaires de la mutuelle est de 443 235 euros.